Crise, gestion municipale et participation populaire ou jeux de pouvoirs dans la ville

Boizo ORI

Introduction

La communalisation a connu un essor fulgurant ces dernières années en Côte-d'Ivoire. Avant 1980, il n'existait dans le pays que quelques communes réparties en trois catégories : les communes mixtes, celles de moyen et de plein exercice. En 1980, année qui voit l'application de la loi de réforme communale¹, on dénombrait 37 communes de plein exercice. Mais, dès 1985, les effets de cette loi de réforme prennent de l'ampleur : le nombre des collectivités passe de 98 à 136, alors que l'on prévoit à moyen terme, la création de 178 autres communes et 183 communautés rurales. Mais cette communalisation à vaste échelle est à peine amorcée que, déjà, les mairies sont en proie à une crise fonctionnelle durable. Beaucoup d'entre elles éprouvent d'énormes difficultés à fournir les services répondant aux besoins de leurs populations. Devant cette difficulté, l'on assistera à l'apparition au sein des communes d'un double processus de réajustement de pratiques institutionnelles et sociales.

D'abord du côté institutionnel, ce sont, de la part des pouvoirs municipaux, les tentatives de réorientation des politiques de gestion, qui consistent à confier la gestion de certains services aux structures privées, leur propre régie, désormais inopérante, n'étant plus à même de les assurer avec un minimum d'efficacité. Ensuite au plan social, c'est l'apparition dans les communes de regroupements associatifs qui se réapproprient

1. Loi n° 80-1180 du 17 octobre relative à l'organisation municipale modifiée par la loi n° 85-578 du 29 juillet 1985.

les services délaissés ou négligés par les mairies, les repensent et y identifient des pôles d'activités génératrices de revenus. Ce sont ces deux stratégies qui, se situant au centre de la problématique de la gestion communale en crise, donnent leur contenu à certaines expériences de participation populaire en œuvre dans les communes, que l'on se propose d'interpréter.

L'exemple choisi est celui des regroupements associatifs de jeunes qui prennent en charge les activités de salubrité, la gestion des infrastructures publiques, l'animation multiforme des Comités de Développement, tels qu'il en existe notamment dans les communes d'Abobo, Port-Bouët, Biankouma, Sinfra et Soubré.

L'objectif visé est de montrer que dans le cadre général de la gestion de services municipaux en crise, les modèles participatifs en œuvre consacrent l'émergence de nouvelles identités et statuts sociaux et, en puissance, de nouveaux pôles de pouvoir au sein de la société civile. Et que les stratégies que ces nouveaux pôles sociaux développent de même que celles que mettent en œuvre les pouvoirs institués, par certains aspects de leurs logiques conflictuelles (latentes ou manifestes), participent, toutes, à l'évolution des relations de pouvoirs dans la ville.

Crise, dysfonctionnement des services municipaux et réajustement de pratiques institutionnelles et sociales

La crise qui frappe les communes revêt un double aspect structurel. Elle tient d'abord aux contraintes inhérentes aux communes elles-mêmes (manque de dynamisme dans la mobilisation des ressources locales, inefficacité des services techniques, environnement économique et social défavorable). Mais elle tient également à l'emprise de l'État qui enlève à la décentralisation tous ses effets financiers et, aux communes, l'expression de leur pleine autonomie dans ce domaine. Sont particulièrement en cause, le contrôle d'Abidjan, jugé contraignant et excessif par les maires, et l'unicité de caisse dont le maniement souffre toujours d'après ceux-ci, d'une procédure administrative longue et complexe qui provoque des difficultés de trésorerie dans les caisses des communes.

Il y a donc des pesanteurs à la fois techniques, structurelles et financières qui, dans un contexte de crise économique, fragilisant l'expérimentation d'une gestion plus rapprochée de collectivités locales, sont à l'origine du dysfonctionnement généralisé des services municipaux. Ce dysfonctionnement s'est illustré entre autres, par la prolifération de déchets et de poubelles sauvages à travers la ville, l'enherbement des sites et la dégradation généralisée des infrastructures collectives. La question

particulière des déchets s'est avérée d'autant plus préoccupante qu'elle concerne un domaine important des activités des mairies. On estime (S. Touré, 1993) en effet que la production des déchets dépasse 0,5 kg par personne et par jour dans la plupart des villes de Côte-d'Ivoire et que leur élimination n'engloutit pas moins de 40 à 50 % des budgets communaux.

Dans les communes rurales nouvelles où l'expérience de gestion n'est pas encore acquise, les structures qui existent manquent simplement d'être performantes. Dans les communes de l'agglomération abidjanaise, où *Ash International* hérite des services de la SITAF tombée en faillite, il s'écoule plusieurs mois au cours desquels les ordures s'accumulent dans les rues au grand dam des populations urbaines d'Abidjan.

La faillite de la gestion des ordures ménagères dans les communes et les problèmes généraux de salubrité et de qualité de l'environnement et du cadre de vie urbains constituant une des plus patentes démonstrations de l'échec des politiques de gestion urbaine jusque-là poursuivies, les autorités municipales sont amenées à rechercher des méthodes plus efficaces d'administration, ou à rechercher les moyens, comme ils disent, de « gérer mieux et autrement ». Dans cette optique, la prise en charge par les populations de certaines activités antérieurement dévolues aux services techniques municipaux apparaîtra comme une des options de la nouvelle doctrine de gestion municipale qui semble être à l'ordre du jour dans les milieux des décideurs et autres experts, quoique de façon encore imprécise dans la pratique. Et ici, ce sont les jeunes citoyens qui, à travers leurs associations professionnelles, se constitueront dans les nouvelles et anciennes communes, comme les principaux acteurs de cette participation populaire.

Les associations de ramassage des ordures ménagères : émergence et typologie

Face au dysfonctionnement des services municipaux, la réaction populaire très localisée et sans être une réaction de masse s'avérera toutefois socialement significative. Elle se manifeste à travers des initiatives de jeunes issus des couches populaires les plus défavorisées au sein desquelles la crise sévit avec un maximum de sévérité : jeunes travailleurs en proie au chômage, jeunes diplômés sans emploi, jeunes déscolarisés prématurément jetés à la rue et désœuvrés, jeunes ruraux piégés par le mirage de la ville etc. De taille variable, ces groupes émergent selon deux modalités de formation. Au début, ils se constituaient à la suite de campagnes de sensibilisation menées par les services d'hygiène publique créés au sein de l'administration municipale ou par des organisations bénévoles

d'action sociale, particulièrement actives dans les communes : le désir de se soustraire au chômage, à l'interminable attente d'un hypothétique emploi dans le secteur formel et au désœuvrement, auxquels les jeunes sont condamnés dans les villes, constitue un ferment qui favorise l'émergence de ces groupes. Ces groupes apparaissent au gré de processus sociaux et d'organisation relativement contrastés, ils se prêtent bien à un essai typologique fondé sur quelques critères de discrimination.

De la *COJEVOE* (Coopérative des Jeunes Volontaires à l'Entreprise dans la commune de Biankouma) aux multiples groupes de coopérateurs regroupés au sein d'une structure fédérative *AGEPOMA* (*Association Générale pour la Précollecte des Ordures Ménagères d'Abobo*), en passant par les groupes coopératifs opérant dans les communes de Soubré, Sinfra et Port-Bouët, la distinction n'est autre que celle existant entre les regroupements associatifs formels, informels et mixtes. Mais en plus du critère d'organisation structurelle qui permet de les distinguer, il existe d'autres critères tels que l'activité et le mode de rémunération du travail. Les groupes formels se présentent comme des entités relativement structurées, ceci traduisant chez elles un souci manifeste d'efficacité et d'organisation : adoption d'un statut et d'un règlement intérieur ; mise en place d'une équipe de direction hiérarchisée ; définition de pôles de responsabilités individuelles et collectives ; l'établissement d'un contrat d'entreprise en bonne et due forme, liant les coopérateurs aux structures techniques de la mairie et dont les principales clauses concernent aussi bien l'objet du service que les modalités de collaboration éventuelle et les conditions de financement ou de rémunération du travail à accomplir. Les cas de figure achevés de regroupements informels concernent des organisations coopératives de taille plus réduite que dans le cas précédent (4 à 6 personnes). C'est le fait d'individus qui conviennent de former un groupe de coopération au sein duquel ils ne seront liés que par les relations pratiques de travail, tout en restant institutionnellement autonomes par rapport aux structures municipales.

Les individus qui s'insèrent dans le champ des activités communales selon une approche d'organisation intermédiaire ou mixte, quant à eux, combinent certains aspects des deux modes de structuration précédents : regroupement sur la base d'une cooptation mutuelle en vue d'entreprendre ensemble une activité, après obtention d'une autorisation de la part des autorités municipales. Les activités de prédilection des différents groupes coopératifs concernent les travaux d'assainissement et d'entretien des espaces et des infrastructures communs ou publics de la commune. Mais les choix d'activités sont variables d'une option générale à une option spécifique d'activité. Dans ce dernier cas, l'activité de précollecte semble être l'activité la plus caractéristique de ces associations de Jeunes.

Dans la commune de Sinfra tout comme dans celles de Port-Bouët, Soubré et Abobo, les coopératives s'occupent spécifiquement de la pré-

collecte et accessoirement de la collecte des ordures ménagères. A Biankouma, le Cahiers des Charges de la *COJEVOE* qui agit contractuellement sur le terrain, énumère une large gamme de services de ramassage d'ordures ménagères et de déchets solides, d'entretien des lieux publics et des infrastructures communales que la mairie réalisait jadis en régie : entretien des abords des rues, des réserves administratives et des espaces verts ; nettoyage des caniveaux, des buses et de l'abattoir ; balayage de l'artère principale et des rues secondaires, du marché et de la gare routière etc.

Chaque option d'activité comporte son mode de rémunération et engage des contributions sociales différentes. Il y a deux modes de rémunération du travail. Un mode que l'on pourrait qualifier de formel, en ce sens qu'il emprunte les voies d'un rapport de travail expressément formalisé et l'autre, d'informel, parce que reposant sur l'engagement des populations qui sont partie prenante, par leur adhésion, aux opérations que mènent ces associations coopératives. Le premier (cas de Biankouma) repose sur les accords contractuels de rétribution conclus avec l'autorité municipale. Annuellement, la mairie dégage pour la coopérative un budget global de fonctionnement comprenant en partie les frais de rémunération payables mensuellement aux guichets de la Recette Municipale, et en partie les frais d'acquisition et de renouvellement de matériels de travail. Le second (la grande majorité des cas) repose sur les contributions directes des ménages abonnés aux prestations des groupes de précollecte ou de collecte qui enlèvent les ordures ménagères, à domicile. Ces contributions varient selon les communes et portent sur des sommes très modiques. Dans certaines communes, leur montant est fixé à 75 francs par semaine et par ménage (Sinfra) ou varie de 50 à 150 francs selon le standing du quartier (Abobo, Port-Bouët). A Soubré, le coût d'abonnement des ménages est fonction du type d'abonnement souscrit : 100 francs par mois et par ménage, pour trois passages hebdomadaires de ramassage ou 200 francs par mois et par ménage, pour six passages hebdomadaires. Soit dans tous les cas à Soubré, 25 francs en moyenne par semaine de précollecte. Hormis le cas exceptionnel de la coopérative des jeunes de Biankouma et de celle de Port-Bouët, où les gains sont plus substantiels, variant de 10 000 et 25 000 francs par mois, pour la majorité de ces coopératives, les revenus sont moins que modestes. Avec 25 francs par ménage et par semaine de travail, les précollecteurs d'une des trois coopératives de la commune de Soubré déclarent ne gagner en moyenne que 2 000 francs par mois.

Mais les conditions générales de travail qui se caractérisent pour toutes les coopératives par l'usure trop rapide des outils, par le difficile renouvellement des équipements, par la pénibilité du travail et par la faiblesse des revenus, sont à l'origine, bien souvent, de l'intervention des organisations extérieures d'appui qui fournissent soutien financier, équipements légers et parfois encadrement. Cette intervention a l'avantage d'assurer

ainsi, pour une grande part, la survie de ces coopératives qui, toutes, ne sauraient autrement survivre à leur situation de réelle précarité. Il reste qu'au-delà de leurs stratégies respectives d'insertion sur le champ des assignations des pouvoirs locaux, de leur mode d'organisation et du type de rapport institué entre elles et les autorités municipales, ces regroupements obéissent à une même dynamique d'évolution : n'obéissant pas à des principes figés, ils seraient susceptibles d'évoluer éventuellement vers une tendance qui ferait d'eux des entités mieux organisées pour plus d'efficacité et surtout reconnues comme partenaires sociaux à part entière, autant par les autorités municipales que par la société dans son ensemble.

C'est précisément ici, dans leurs rapports globaux à la société, et plus particulièrement aux pouvoirs d'État délégués aux maires, que ces organisations de jeunes – tout comme les autres associations horizontales ayant parallèlement émergé ces dernières années sur l'échiquier socio-politique et socio-économique dans le pays – présentent un intérêt sociologique certain. Elles sont la manifestation d'une évolution des pratiques et des rapports socio-institutionnels d'autant plus significative qu'elle tend à se construire sur des bases nouvelles dans les communes et dans un contexte socio-politique nouveau.

Que des prestataires de services ou tout autre opérateur économique d'intérêt privé interviennent auprès des collectivités locales pour s'adjuger des contrats de travaux que la mairie réalisait en régie ce n'est pas cela qui est nouveau. Ce qui l'est en revanche, c'est à travers ces mouvements sociaux, la montée en puissance de la société civile mue en l'occurrence par une volonté participative. Tout se passe comme si, avec la crise que traversent l'État et, par ricochet, les communes, et surtout avec les remises en question politiques et sociales des systèmes établis auxquelles cette crise a donné libre cours, la société civile dans sa tentative de « ressourcement par la base » (R. Lemarchand 1993) donne des signes de s'ouvrir aux jeunes. Ainsi, à partir des initiatives qui les mènent à agir dans et sur la ville, ceux-ci accèdent à une échelle de valorisation statutaire, identitaire et d'intégration sociale. Mieux, organisés pour agir là où les mairies ont fait preuve de faillite, ils acquièrent pleinement la conscience d'eux-mêmes et de leurs organisations, en tant que pouvoirs de fait (ou en devenir) ; mais aussi pouvoirs susceptibles de s'ériger par revendication en contre-pouvoirs d'origine populaire (brigades de ramasseurs d'ordures ménagères, équipes sécuritaires chargées du gardiennage des édifices publics, groupes de promotion et d'animation socioculturelle au sein des *Comités de Développement* des quartiers (CDQ) et des villages, etc. ; pouvoirs ou contre-pouvoirs dont l'existence irait de pair avec celle des pouvoirs qu'incarnent les populations participantes qui pourvoient aux revenus des jeunes et les groupes de pression qui, agissant bénévolement dans les communes au profit des œuvres d'intérêt collectif, leur apportent appui technique, matériel, financier voire moral.

Dès lors, l'on peut s'interroger sur l'avenir de ces pouvoirs en devenir ou établis. Leur irruption sur le champ des compétences et des assignations institutionnelles est-elle porteuse d'un nouveau *contrat social* de participation populaire dans la gestion des municipalités, au risque de voir les maires ou plutôt les élus qu'ils sont y perdre un peu de leur légitimité vis-à-vis de l'opinion qui proteste déjà (« c'est aux maires qu'ils revient d'enlever les ordures ménagères... ») ; ils verraient dans l'avènement de ce contrat social matière à contestation de leur pouvoir désormais érodé (« à quoi cela sert-il d'avoir un maire, s'il ne peut pas assurer les services pour lesquels il a été élu... ? »). Ou au contraire, ces formations seront-elles sans lendemain, emportées qu'elles pourraient être, soit par leurs propres contradictions soit par la récupération politique et le télescopage d'intérêts contradictoires : luttes de revendications statutaires et identitaires, affrontements pour la redistribution du pouvoir ou de parcelles de pouvoir entre groupes d'acteurs ou d'intérêts sociaux organisés, c'est-à-dire entre différents pouvoirs, jouant sur le champ socio-urbain de crise.

La réponse à ces questions ne peut être immédiate. Elle s'inscrit tout naturellement dans la durée qui porte tous ces processus de transformation sociale naissants et dont l'expression, par conséquent, n'est pas encore suffisamment élaborée. Toutefois, derrière le jeu des acteurs sur le terrain et autour de la problématique d'une *gestion partagée* de services municipaux, se profile déjà en filigrane un *jeu contradictoire de pouvoirs* : si à partir des *rôles sociaux ou économiques* dans lesquels les groupes associatifs de jeunes marquent leur place en tant que groupes d'acteurs sociaux (ou en tant que pouvoirs), l'État d'une manière générale et les pouvoirs municipaux locaux en particulier mettent en œuvre une stratégie dont les hésitations et les ambiguïtés sont en contradiction avec l'idéal d'une décentralisation soucieuse de susciter une nouvelle dynamique des communautés locales. Une telle contradiction traduit avant la lettre ce jeu d'affrontement entre pouvoirs dans la ville.

Gestion municipale, groupements associatifs et stratégies de pouvoir

*Les chemins d'une construction statutaire, identitaire
et de pouvoir chez les jeunes citadins*

Avec la crise économique et ses conséquences sociales et politiques disons-nous tantôt, la société offre de nouvelles possibilités aux jeunes. Ces jeunes souvent issus des couches urbaines les plus défavorisées et

qui, après des cursus scolaires prématurément écourtés ou chaotiques, peinent à déboucher sur les voies d'une insertion sociale normale. Jadis confinés à la marge de la société, ils sont invités aujourd'hui à se détourner des chemins battus et à se rendre *utiles* à la société. Avec la crise, c'est donc tout naturellement que resurgissent certains paramètres et certitudes qui alimentent couramment l'idéologie et la problématique de l'intégration des jeunes citadins, victimes du « mal-développement », tels que : retour formel des jeunes à la terre, exaltation de l'initiative personnelle et de la *micro-entreprise* et, tout récemment, de l'*auto-emploi* dans le secteur informel.

En tout état de cause, il est indéniable que, par leur implication sur le terrain, les jeunes conquièrent de nouveaux espaces d'inscription sociale et identitaire : poussés à saisir les opportunités qui s'offrent à eux, ils empruntent les chemins d'une sanction sociale positive qui, tout en achevant de construire leur statut et leur identité, détermine leur pouvoir. Cet acquis statutaire n'apparaît donc pas comme une valeur octroyée, mais comme le produit d'une conquête ou plus exactement d'une praxis, en ce sens que cette valeur se mesure à l'aune d'initiatives et d'actions fondatrices sur le terrain et dont le reste de la société saisit pleinement la visibilité et l'utilité. Cela passe ici par une capacité d'endurance propre à tout esprit pionnier dont font preuve ces « soldats de la salubrité » – pour reprendre les termes d'un des précollecteurs d'une coopérative d'Abobo – qui s'engagent résolument à l'exercice de ces « petits métiers » généralement tenus en mépris par la population, pour ce qu'ils peuvent rapporter comme revenus.

Cela passe aussi par une capacité d'initiative à travers des campagnes de sensibilisation des populations dans leur langue aux questions d'hygiène publique, les amenant ainsi à adhérer aux opérations de précollecte et de collecte qu'ils mènent ; une capacité créative et d'innovation qui apporte des solutions originales, inspirées des opportunités qu'offre l'environnement local aux problèmes à propos desquels les services techniques municipaux avaient semblé manquer visiblement d'inspiration².

2. Par exemple, à partir de l'exploitation de la notion de « poubelle familiale », recyclage de pots de peinture de récupération en poubelles qui, distribuées à des prix modiques aux familles adhérentes, permettent une plus grande maîtrise des déchets ménagers dès leur lieu de production ; ou, dans cette même optique, l'invention systématique de l'outillage faisant défaut, permettant des gains en performance dans le travail de ramassage, par exemple la conception et la mise au point d'une charrette à quatre roues par la coopérative *EIDA* dans la commune d'Abobo, plus pratique et capable d'enlever une quantité de déchets plus importante que ne pouvaient le faire les brouettes de bien trop faible capacité que cette équipe utilisait auparavant. Cas enfin des jeunes coopérateurs de Soubré qui tirent le meilleur parti de la débrouillardise et du savoir-faire artisanal, en fabriquant des poubelles à usage familial à partir des pneumatiques de récupération, poubelles qui ont beaucoup de succès auprès des ménages.

Cela passe encore par la reconnaissance implicite dont ces groupes associatifs bénéficient de la part des institutions extérieures (représentations diplomatiques, ONG, fondations, clubs services, etc.) qui marquent cela par des appuis matériels et financiers qu'elles leur octroient. Or, aux yeux des tenants des appareils du pouvoir d'État, ces groupes n'ont pas encore, semble-t-il, accédé au statut de véritables interlocuteurs, pour autant que le laisse entrevoir l'ambiguïté des politiques de décentralisation ou de gestion participative qu'ils mettent en œuvre et qui s'apparente à une stratégie de conflits face à d'autres pouvoirs.

Décentralisation, ambiguïté des politiques officielles de participation et conflits de pouvoirs

La décentralisation municipale obéit à des impératifs politiques et techniques. Elle fonde l'efficacité administrative sur une politique de gestion à la fois plus rapprochée des collectivités locales, capable de susciter des initiatives à la base et de se traduire notamment par le développement d'une demande sociale qui s'adresserait directement aux pouvoirs locaux. Il n'en va pas véritablement ainsi de la décentralisation opérée en Côte-d'Ivoire, si l'on considère les politiques officielles concrètement suivies sur le terrain par les pouvoirs centraux d'État ou par les pouvoirs locaux. Cela tient à des raisons politiques et à l'atavisme d'un système administratif au caractère « jacobiniste » (R. Lemarchand, 1993) bien connu.

En effet, depuis et malgré la réforme de 1980, il semble qu'il n'y ait pas encore de convergence entre les maires et l'autorité de tutelle centrale sur ce qu'il conviendrait de faire en matière de décentralisation. A l'empressement des maires à voir s'instaurer une décentralisation chargée de plus d'autonomie pour eux, la réponse du Ministre : « l'autonomie n'est pas l'indépendance ». Cependant le modèle ivoirien de décentralisation ne pose pas seulement un problème simplement technique, mais aussi un problème d'ordre politique. La notion et le projet de *participation* ou de *décentralisation administrative* sont indissociablement liés aux exigences libérales et démocratiques de l'heure qui leur servent nécessairement de base. Or ce modèle, hérité du temps du régime du parti unique, dont la seule voie d'intégration sociale s'opère sur la base de réseaux clientélistes qui créent politiquement des obligés, semble, pour l'instant, peu enclin à évoluer vers un système libéral et décentralisé. Le ressourcement de la société civile ne pouvant s'opérer qu'à partir de la mise en échec du clientélisme politique, n'y a-t-il par là, dans une telle stratégie, crainte de voir, en un système libéral et véritablement décentralisé, la fécondation de solidarités horizontales et la libération de ressources dont la conjugaison ne pourrait être que productrice de pouvoirs ou de contrepouvoirs et d'ex-

pressions de la citoyenneté (Diouf 1994). Ensuite, dans l'application des mesures de décentralisation au niveau des structures locales de décisions, c'est aussi la même tendance à l'ambiguïté des pratiques que traduit l'os-tracisme dans lequel sont tenus la plupart des groupements associatifs œuvrant dans les communes. Apparemment, les autorités municipales ne voient le rapport qu'elles pourraient entretenir avec les groupes associatifs de jeunes opérant dans leur commune qu'au travers de l'aide financière et matérielle que ceux-ci pourraient être amenés à leur adresser éventuellement. Aussi, l'argument invoquant les *contraintes financières* est-il souvent bien trop vite utilisé par ces autorités pour justifier l'absence d'une politique formelle de participation ou d'association des initiatives horizontales dans la stratégie globale de gestion des communes.

En vérité, la justification de cette absence est d'ordre politique. Élu désormais par les populations et non choisi par les pouvoirs politiques centraux auxquels il aurait seul des comptes à rendre, le maire a tendance aujourd'hui à fonder sa légitimité sur la représentation que l'opinion se fait de sa mission qui fait de lui le *responsable* officiel de la gestion de la ville. En sorte que déléguer cette mission d'une manière ou d'une autre à des groupes issus de la société civile serait se délégitimer vis-à-vis de cette opinion si prompte à dire : « le maire ne fait pas son travail et c'est la population qui le fait à sa place ». Ceci équivaudrait également à susciter contre soi-même un vote-sanction au moment des élections et l'émergence de contre-pouvoirs susceptibles de précipiter une chute politique.

Conclusion

Pour conclure, les villes ivoiriennes apparaissent aujourd'hui comme un lieu privilégié où se développent des stratégies sociales et institutionnelles induites par la crise. La crise économique qui a conduit à la contestation et à la remise en question des systèmes de gestion politique et administrative jusque-là en vigueur, a généré la montée en puissance de la société civile, phénomène qu'attestent les nombreux groupements associatifs agissant sur et dans la ville, tout comme toutes les autres solidarités horizontales (d'obédience politique, professionnelle, syndicale, etc.) qui se construisent loin des réseaux clientélistes habituels. Même s'il reste encore aux politiques de décentralisation administrative et de participation populaire à s'affirmer sur le terrain, les tendances sociologiques lourdes observées montrent comment la crise de l'État en tant que pouvoir et autorité trouve sa traduction sociologique dans un principe catalyseur de l'apparition de nouveaux acteurs sociaux. Ces acteurs, à partir de nouvelles pratiques et de nouveaux espaces sociaux fondateurs dans lesquels ils

s'inscrivent, construisent leur identité et leur statut pour s'instituer comme de véritables pouvoirs en face d'autres pouvoirs sociaux ou institutionnels. Ces dynamiques sociales donnent ainsi leur contenu et leurs traits significatifs aux transformations sociales qui travaillent de l'intérieur la société urbaine en Côte-d'Ivoire. Transformations dans lesquelles les stratégies individuelles (ou individualistes) rejoignent les stratégies de groupes, pour façonner cette évolution, déjà largement mise en chantier, des rapports de pouvoirs dans la ville africaine.

Bibliographie

- APDU/CO, 1994, *Coopérer avec les collectivités locales. Journée-Débat*, Paris 9 septembre 1994.
- DCGTx, 1993, *Programme sectoriel urbain 1995-1999*, document de synthèse, juin 1993.
- Cités Unies Développement, *Compte rendu des Journées Internationales de Yamoussoukro sur le thème « Municipalités et développement économique »*, Ministère de la Coopération et du Développement Urbain.
- KAKADIE Y.G., 1993, *Intérêt du comité national de salubrité publique pour la privatisation*, Séminaire régional USAID/RPCI, *La Privatisation des services municipaux et la participation communautaire locale*, Abidjan, 17-19 mai 1993.
- KOUADIO SIE J.M., 1993, *Responsabilités des collectivités locales dans la gestion des déchets dans la cadre d'un marché privatisé*, Séminaire régional USAID/RPCI, *La Privatisation des services municipaux et la participation communautaire locale*, Abidjan, 17-19 mai 1993.
- LEMARCHAND R., 1994, *Pouvoir local et capital social : les aléas de la décentralisation*, USAID/PMD Regional Conference sur « Construire la confiance entre les populations et les institutions locales », Abidjan, 22-25 mars 1994.
- MESSE W. et GBA M., 1993, *Expérience de la privatisation de la collecte et du ramassage des déchets solides dans la commune de Biankouma*, Séminaire régional USAID/RPCI, *La Privatisation des services municipaux et la participation communautaire locale*, Abidjan, 17-19 mai 1993.
- ORI B., 1992, *Les chemins ambigus de l'individualisation. Itinéraires abidjanais. (Études de cas dans les milieux sociaux précarisés)*, en collaboration (Groupe d'études et de recherches sur l'individualisation - Côte-d'Ivoire). Communication à la Table Ronde du GIDIS-CI sur « Crise et ajustements structurels : les dimensions sociales et culturelles » (Bingerville, 30 novembre-2 décembre 1992).
- ORI B., 1993, *Étude sur la privatisation de services municipaux dans les communes de Côte-d'Ivoire*, rapport de consultation. ORSTOM-USAID, Abidjan, septembre-octobre 1993.

- ORI B., 1993, *Crise, gestion municipale et participation populaire ou jeux de pouvoirs dans la ville, quel avenir ? (Quelques éléments d'une problématique)*, Centre ORSTOM de Petit Bassam, nov. 1993, 9 p. multgr.
- STEPHEN S., 1983, *L'Afrique Jacobine, Territoire*, numéro 4, Paris, février-mars 1983.
- TOURE S., 1993, *Résultats préliminaires d'une enquête sur la capacité et la volonté des administrés à payer les services de collecte des déchets solides dans leur commune*, ENSTP, Yamoussoukro, Séminaire régional USAID/RPCI, La privatisation des services municipaux et la participation communautaire locale Abidjan, 17-19 mai 1993.